



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Qeveria e Republikës së Kosovës
Vlada Republike Kosova
Gouvernement de la République du
Kosovo

CONSOLIDATION FISCALE ET RÉFORME DES ENTREPRISES : LEÇONS DU KOSOVO

PARTENARIATS DE L'USAID POUR LE DÉVELOPPEMENT ET
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO
DÉCEMBRE 2017

Intervenants



Angus Olson
Directeur
Chemonics International



Besart Myderrizi
Conseiller principal de GFP
Projet de partenariats pour
le développement de
l'USAID au Kosovo



Gazmend Mejzini
Chef d'équipe du groupe de
travail Doing Business;
Président directeur général
Agence d'enregistrement
des entreprises du Kosovo

KOSOVO

- Situë en Europe du Sud-Est
- Surface = 4 200 m²
- Population = 1 895 000
- Capitale : Pristina
- **Partenariats de l'USAID pour le développement du Kosovo**



ECONOMIE DU KOSOVO

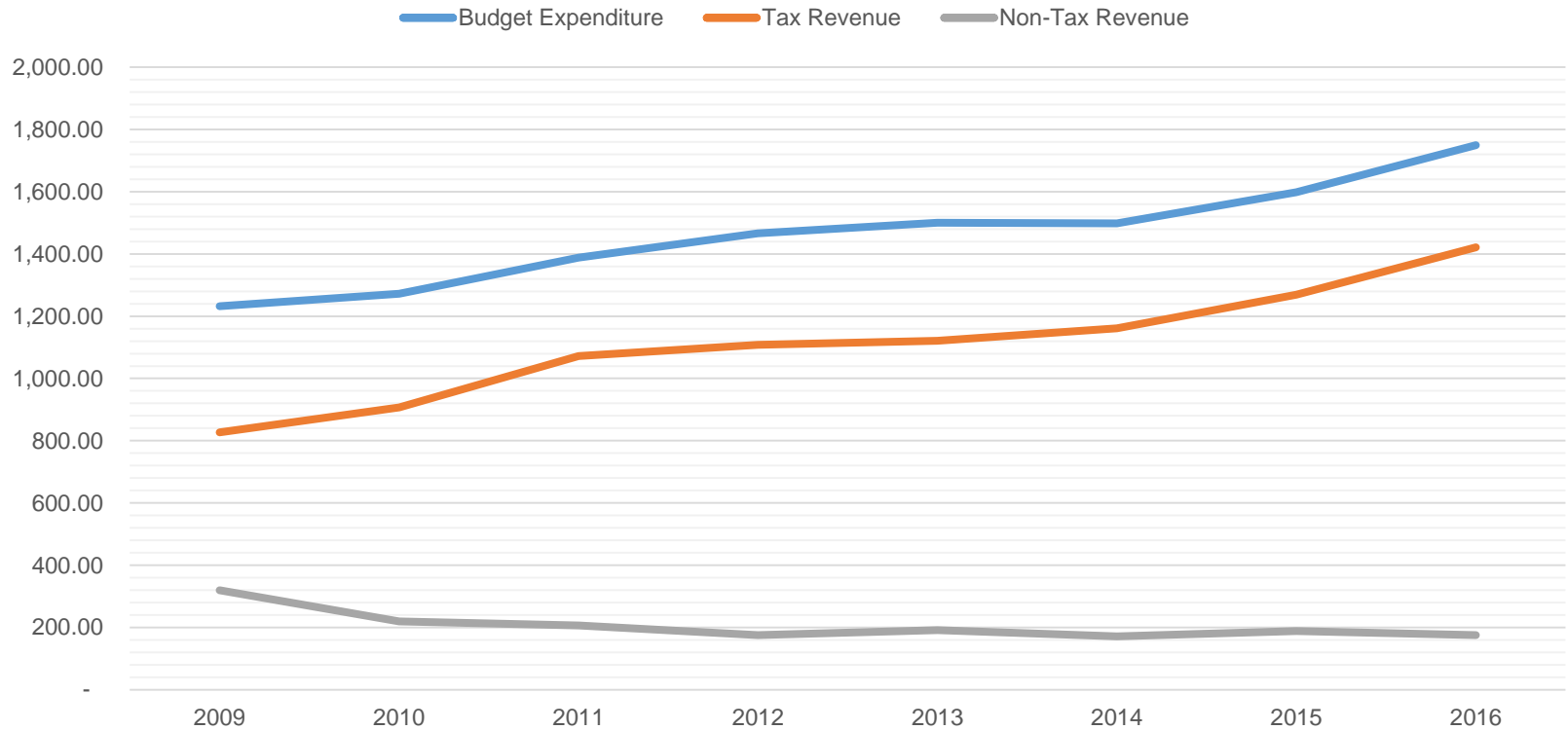
- Euro-isé, pas de politique monétaire
- 3,5 % de croissance moyenne du PIB réel historique
- Commerce : activité clé à valeur ajoutée
- Niveau élevé du déficit commercial (exc. 30% du PIB), et dépendant des envois de fonds pour soutenir les déficits courants
- Par conséquent, de fortes contraintes sur la politique budgétaire

POLITIQUE FISCALE

- Accès limité aux marchés de la dette extérieure, principalement par la dette des Institutions financières internationales (20 % de dette/PIB)
- Collecte de l'impôt aux frontières : principale source de recettes fiscales
- Revenus non fiscaux : 12 % des recettes budgétaires totales
- Paradigme domestique dominant : l'augmentation des dépenses budgétaires est un indicateur de réussite de la politique budgétaire
- Par conséquent, la grande sensibilité des dépenses aux recettes et la réticence à soutenir les réformes perçues comme étant associées à la perte de revenus

POLITIQUE FISCALE

Revenus et dépenses du gouvernement (en millions d'euros)



UNE NOUVELLE APPROCHE

- **Partenariats de l'USAID pour le développement : comment surmonter les réticences de la réforme de l'environnement favorable aux entreprises (BEE) du ministère des Finances ?**
 - Étape 1 : Soutenir la consolidation fiscale : tampons budgétaires adéquats
 - Étape 2 : Intégrer les réformes de la gestion des finances publiques aux réformes d'amélioration de l'environnement des entreprises centrées sur le rapport Doing Business (WBDB) de la Banque mondiale
- **Effet :**
 - Aligne les incitations des deux programmes de réforme
 - Défie le paradigme dominant (un budget plus important n'est pas nécessairement meilleur) en utilisant le capital politique/la reconnaissance que le rapport WBDB offre

LES LEVIERS POUR FAIRE AVANCER LA RÉFORME DU BEE

A) La consolidation fiscale crée une marge de manœuvre

- Travailler avec le gouvernement pour adapter et prendre davantage en charge les programmes de réforme des politiques du FMI
- Construire des tampons fiscaux appropriés (réserves) pour réduire la sensibilité des dépenses aux recettes
- Mettre l'accent sur l'élaboration d'un cadre financier fondé sur des règles
- Améliorer les capacités d'analyse financière fondées sur des données probantes
- Planification fiscale pluriannuelle

LES LEVIERS POUR FAIRE AVANCER LA RÉFORME DU BEE

B) Intégration de la réforme GFP-BEE :

- **Utilisation de la méthodologie du rapport WBDB** : Fournir une structure + possibilité de reconnaissance politique
- **Tirer parti des indicateurs de l'UE** : Lier les réformes de la GFP aux objectifs soutenus par l'UE; renforcé par des réformes de la gestion des finances publiques impulsées par l'UE
- **Établir une gouvernance de réforme** : Réunir des représentants politiques de haut niveau et des experts techniques et créer un système de suivi structuré

REFORMES INTÉGRÉES DE GFP/BEE :

- Inspections douanières fondées sur le risque adoptées
- Le dépôt électronique des déclarations de revenus est entièrement activé
- Élimination des contrôles de l'administration fiscale lors de l'enregistrement d'une entreprise

RÉFORMES INTÉGRÉES DE LA GFP/BEE

- Date limite pour le traitement de toutes les demandes de remboursement d'impôt réduites de plus de 50 % (de 60 à 30 jours)
- Exigence d'un certificat d'importation/exportation pour le commerce supprimée
- La comptabilisation complète des coûts de formation du personnel d'entreprise est reconnue
- Les frais d'enregistrement des entreprises sont considérablement réduits et rationalisés

RÉSULTATS DE « PRATIQUES COMMERCIALES » :

- Amélioration du classement des rapports de la Banque mondiale sur les pratiques commerciales (WBDB) (2014 à 2016) :
 - **Démarrer une entreprise** : De 13 à 42
 - **Payer les taxes** : 63 à 43
 - **Faire du commerce au-delà des frontières** : 51 à 118
- **Autres résultats (2015-2016)**
 - Augmentation de 58 % du nombre de LLC enregistrées
 - Les déclarations fiscales déclarées en ligne ont augmenté de 15%
 - La part des recettes fiscales et non fiscales est passée de 25% à 27% du PIB

RÉFORME DE LA GOUVERNANCE LE GROUPE DE TRAVAIL « DOING BUSINESS »

- L'agence d'enregistrement des entreprises du Kosovo (KBRA)
- Le rôle du groupe de travail « Doing Business » (dirigé par MTI / KBRA)
- Utilisation du Conseil national pour le développement économique (représentation politique de haut niveau)

RÉFORME DE LA GOUVERNANCE LE GROUPE DE TRAVAIL « DOING BUSINESS »

- Application de la méthodologie WBDB pour structurer les réformes
- Harmoniser les motivations avec le ministère des Finances
- Quelle est la prochaine étape de la réforme de la BD au Kosovo ?



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Qeveria e Republikës së Kosovës
Vlada Republike Kosova
Gouvernement de la République du
Kosovo

QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE DE LA RÉFORME DES PRATIQUES COMMERCIALES AU KOSOVO ?



LEÇONS APPRISES

- **Pour les donateurs et les représentants du gouvernement :**
 - La consolidation fiscale est une condition préalable à la réussite de la réforme des entreprises
 - Envisager de ne pas traiter les réformes de la GFP et de l'environnement propice aux entreprises comme des sujets distincts, mais de lier les incitations (à travers la conception du programme)
 - Utiliser la méthodologie WBDB pour structurer les réformes
 - Favoriser l'appropriation par l'amélioration des capacités dans la mise en œuvre du programme du FMI
- **Pour les exécutants :**
 - Établir le rôle de plaidoyer au sein d'une entité locale ou d'un partenaire (KBRA, ou le groupe de travail) qui effectue le travail
 - Reconnaître les contraintes politiques et les incitations; mettre en œuvre des interventions autour de ces paradigmes

MERCI

Questions et réponses